



Numéro PPQ/

mardi 11 octobre 2016

Les grands titres:

- RDC : l'ONU s'inquiète d'une aggravation des tensions politiques
- Au Malawi, l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes Emma Watson salue les efforts pour mettre fin au mariage des enfants
- Colombie : la Mission de l'ONU salue l'annonce de la phase publique des négociations entre le gouvernement et l'ELN
- L'OMS appelle à taxer les boissons sucrées pour lutter contre l'obésité
- Myanmar : l'ONU préoccupée par des affrontements dans l'Etat de Rakhine
- Guinée-Bissau : l'ONU salue le début d'un dialogue inclusif pour mettre fin à la crise politique
- Haïti : 100.000 enfants ne vont pas retourner en classe à cause des dégâts causés par le cyclone, selon l'UNICEF
- Investir dans les filles est une bonne chose pour le développement durable, selon l'ONU

RDC : l'ONU s'inquiète d'une aggravation des tensions politiques



En septembre 2016, des manifestants à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo. Photo: Habibou Bangre/IRIN

11 octobre - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en République démocratique du Congo (RDC), le Représentant spécial du Secrétaire général dans ce pays, Maman Sambo Sidikou, a mis en garde mardi contre une aggravation des tensions politiques, alors que la crise électorale est devenue une crise constitutionnelle.

« La situation politique demeure extrêmement fragile en RDC, ce qui contribue aux tensions accrues, à une réduction continue de l'espace politique et à un risque très réel de voir la situation se dégrader davantage », a déclaré M. Sidikou devant les membres du Conseil.

Selon lui, malgré les efforts déployés par le Facilitateur nommé par l'Union Africaine, Edem Kodjo, et le soutien continu des Nations Unies et de la communauté internationale à ses efforts, les avancées dans le dialogue national ont été limitées.

Au cours de l'une des assises du dialogue national, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a annoncé que la tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales en un seul jour ne serait techniquement possible que le 18 novembre 2018, à la suite de l'enrôlement des électeurs qui devrait être achevé le 31 juillet 2017. Ces élections étaient prévues avant la fin de l'année 2016.

Cette annonce a suscité de vives contestations de plusieurs partis politiques de l'opposition qui estiment que la CENI aurait été instrumentalisée dans le but de maintenir le Président Joseph Kabila au pouvoir au-delà de la limite du mandat présidentiel prévue par la Constitution.



« La République démocratique du Congo est entrée dans une période de risque extrême pour sa stabilité. La crise électorale est devenue une crise constitutionnelle, avec l'approfondissement de la polarisation politique et aucune résolution immédiate en vue », a dit M. Sidikou. « Les acteurs de tous les côtés apparaissent de plus en plus disposés à recourir à la violence pour parvenir à leurs fins, tandis que l'espace pour une activité politique constructive a encore diminué. Si cette tendance se poursuit, je crois qu'une violence à grande échelle est inévitable ».

Le Représentant spécial a déclaré que la Mission des Nations Unies pour stabilisation en RDC (MONUSCO) ferait tout ce qu'elle peut dans le cadre de son mandat pour protéger les civils mais que « l'ampleur des menaces dépasse de façon spectaculaire les capacités de la Mission ».

Selon M. Sidikou, la seule solution est pour les parties de participer de nouveau à un processus inclusif qui trace un chemin vers la paix pour le pays.

Il a demandé au Conseil de sécurité d'user de son influence pour encourager les acteurs congolais qui boycottent le processus de dialogue à y participer de nouveau et le gouvernement à garantir le droit à une activité politique pacifique. Selon lui, le Conseil doit également rappeler qu'il n'y aura pas d'impunité pour les auteurs de violence politique et encourager les organisations régionales à s'impliquer plus directement pour aider à surmonter les divisions politiques.

Au Malawi, l'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes Emma Watson salue les efforts pour mettre fin au mariage des enfants



L'Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes, Emma Watson (au centre) rencontre deux jeunes filles, Stella Kalilombe et Cecilia Banda, dont les mariages ont été annulés et qui sont retournées à l'école, au Malawi. Photo ONU Femmes/Karin Scherbrucker

11 octobre - Alors qu'une loi pour mettre fin au mariage des enfants a été adoptée l'an dernier au Malawi, l'actrice et Ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes, Emma Watson, s'est rendue dans ce pays pour célébrer le succès des efforts de l'agence onusienne, du gouvernement, de chefs locaux et des jeunes filles qui sont retournées à l'école après l'annulation de leur mariage.

« Rencontrer des jeunes filles, qui, comme beaucoup dans leur pays, font face à la pauvreté et sont poussées à se marier tôt, les privant d'une éducation, m'a fait comprendre l'importance pour les femmes d'être en mesure de faire leurs propres choix », a déclaré Mme Watson dans un communiqué de presse publié par ONU-Femmes lundi.

« Il est très encourageant de voir comment on peut arrêter cette pratique néfaste quand les communautés travaillent ensemble pour adopter des lois et en faire une réalité », a-t-elle ajouté.

En 2015, le Malawi a adopté une loi qui a relevé l'âge minimum du mariage à 18 ans. Depuis lors, ONU-Femmes travaille avec des partenaires et des chefs tribaux pour s'assurer que la loi est appliquée au niveau local.

Le Président du Malawi, Arthur Peter Mutharika, qui soutient personnellement la campagne onusienne HeForShe, a nommé une équipe spéciale pour s'assurer que la loi soit pleinement mise en œuvre d'ici cinq ans.

Selon ONU-Femmes, le Malawi a l'un des taux de mariage chez les enfants les plus élevés au monde. La moitié des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans, souvent parce que les familles sont trop pauvres pour continuer à les entretenir. Par ailleurs, les grossesses chez les adolescentes représentent 20 à 30% des décès maternels et seulement 45% des filles poursuivent leurs études au-delà du collège.

La loi adoptée au Malawi est le résultat de 12 années d'efforts. La visite d'Emma Watson met en lumière le travail des communautés et de leurs partenaires internationaux.

À Dedza, dans le centre du Malawi, l'Ambassadrice de bonne volonté a rencontré la chef Kachindamoto, qui s'est impliquée dans les efforts pour mettre fin au mariage des enfants. Emma Watson l'a félicitée, notant qu'elle avait annulé beaucoup de mariages d'enfants et restauré l'avenir de ces jeunes filles.

Avec l'aide et la collaboration de chefs locaux, d'un groupe de mères et de chefs religieux, la chef Kachindamoto a réussi à annuler près de 1.500 mariages d'enfants et envoyer les jeunes filles à l'école. « Grâce à ce leadership audacieux et courageux, les choses peuvent commencer à changer », a dit l'actrice.

Colombie : la Mission de l'ONU salue l'annonce de la phase publique des négociations entre le gouvernement et l'ELN



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Colombie, Jean Arnault, lors d'une conférence de presse. Photo Mission de l'ONU en Colombie.

11 octobre - La Mission des Nations Unies en Colombie s'est félicité mardi de l'annonce du début de la phase publique des négociations entre le gouvernement colombien et les rebelles de l'Armée de libération nationale (ELN), estimant que cela représentait un signe d'espoir.

Lundi dans la capitale Bogota, les dirigeants de la mission onusienne et du système onusien en Colombie ont par ailleurs réitéré leur soutien au cessez-le-feu et au processus de paix avec l'autre groupe rebelle, les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée populaire (FARC-EP).

Le 2 octobre, lors d'un référendum, les Colombiens ont rejeté l'accord de paix conclu entre le gouvernement et les FARC. Malgré ce rejet, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a noté l'engagement exprimé par les deux parties prenantes à continuer sur la voie de la paix.

Lors d'une conférence de presse lundi, le Représentant spécial du Secrétaire général en Colombie, Jean Arnault, a estimé que la société colombienne « affrontait les incertitudes dues au référendum du 2 octobre avec maturité ».

Il a souligné combien il était important que la communauté internationale continue de soutenir la paix en Colombie et a noté le ferme soutien au rôle de la Mission de l'ONU pour vérifier et surveiller le cessez-le-feu pendant la période de transition.

Ban Ki-moon a eu une conversation téléphonique avec le Président de Colombie, Juan Manuel Santos, samedi, et une conversation téléphonique avec le dirigeant des FARC, Timoleon Jimenez, lundi, au sujet des derniers développements.

Lors de ces conversations, le chef de l'ONU a félicité le Président Santos pour le Prix Nobel de la paix qui lui a été décerné et a salué le chef des FARC pour sa souplesse et son engagement réitéré envers la paix.

« Le Secrétaire général a encouragé les deux dirigeants à poursuivre sur le chemin de la paix malgré le récent résultat du référendum », a dit son porte-parole.

L'OMS appelle à taxer les boissons sucrées pour lutter contre l'obésité



Une femme se fait tester son taux de glucose dans le sang. Photo OMS/PAHO/Sebastian Olie

11 octobre - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé mardi les gouvernements à travers le monde à taxer les boissons sucrées afin de combattre l'obésité, estimant que cela pourrait réduire la consommation de ces produits.

Les politiques fiscales qui conduisent à une augmentation d'au moins 20% du prix de vente des boissons sucrées entraîneraient une réduction proportionnelle de la consommation de ces produits, d'après un rapport de l'OMS intitulé « Les politiques fiscales pour l'alimentation et la prévention des maladies non transmissibles (MNT) ».

Une réduction de la consommation de boissons sucrées signifie une consommation plus faible de sucre et de calories dans l'ensemble, une amélioration de la nutrition et une réduction du nombre de personnes souffrant de surpoids, d'obésité, de diabète et de caries dentaires.

La consommation de sucre et en particulier de boissons sucrées « est un facteur important dans l'augmentation de personnes souffrant d'obésité et de diabètes à travers le monde », déclaré le Dr Douglas Bettcher, le Directeur du département de la prévention des maladies non transmissibles au sein de l'OMS.

« Si les gouvernements imposent une taxe sur des produits comme les boissons sucrées, ils peuvent réduire les souffrances et sauver des vies. Ils peuvent aussi réduire les coûts des soins de santé », a-t-il ajouté.

A l'échelle mondiale, le nombre de cas d'obésité a doublé entre 1980 et 2014. En 2014, plus d'un adulte sur trois était en surpoids, dont plus de 600 millions étaient obèses. En 2015, 42 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient en surpoids ou obèses.

Dans le même temps, le nombre d'adultes souffrant de diabète a explosé, passant de 108 millions en 1980 à 422 millions en 2014. Cette maladie a été directement responsable de 1,5 million de décès rien qu'en 2012.

« D'un point de vue nutritionnel, les gens n'ont pas besoin de sucre dans leur alimentation. L'OMS recommande que si les gens consomment du sucre, ils gardent leur consommation en dessous de 10% de leurs besoins énergétiques totaux », explique le Dr Francesco Branca, Directeur du département de la nutrition pour la santé et le développement à l'OMS. « Cela équivaut à moins de 250 ml de boissons sucrées couramment consommées par jour ».

Myanmar : l'ONU préoccupée par des affrontements dans l'Etat de Rakhine



Le Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Myanmar, Vijay Nambiar. Photo ONU/Paulo Fulgueiras

11 octobre - Le Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Myanmar, Vijay Nambiar, a exprimé mardi sa profonde préoccupation suite à des attaques violentes par des individus et groupes non identifiés contre des gardes-frontières et des membres des forces de sécurité qui ont lieu le 9 octobre dans l'Etat de Rakhine.

Dans une déclaration à la presse, M. Nambiar a précisé que les attaques ont entraîné des affrontements et fait des morts parmi les membres des forces de sécurité ainsi que des civils dans les trois zones affectées dans le nord de Rakhine.

Selon le Conseiller spécial, les autorités concernées dans la capitale fédérale

Naypyitaw ont indiqué que des instructions fermes ont été émises au plus haut niveau pour prendre des mesures en stricte conformité avec la loi pour maintenir la paix et éviter une escalade.

M. Nambiar a appelé la population civile de la région à exercer un maximum de retenue et à ne pas se laisser entraîner dans une réaction visant d'autres communautés ou groupes religieux.

Il a souligné la réaction rapide et sobre des forces de sécurité, mais il les a exhortées à faire preuve de prudence à l'avenir pour éviter des morts et des blessés parmi des civils innocents, des dégâts aux biens immobiliers ou toute perception de harcèlement de la population locale.

Le Conseiller spécial a indiqué qu'au cours de l'année passée, les autorités ont montré une bonne organisation et de la discipline dans la prévention de toute explosion de violence entre les communautés de l'Etat de Rakhine.

« En ce moment délicat, les communautés locales à tous les niveaux doivent refuser d'être provoquées par ces incidents et leurs dirigeants doivent s'efforcer activement de prévenir l'incitation à la haine ou à la haine mutuelle entre les communautés bouddhiste et musulmane », a-t-il conclu.

Guinée-Bissau : l'ONU salue le début d'un dialogue inclusif pour mettre fin à la crise politique



Le quartier-général du Bureau intégré des Nations Unies en Guinée-Bissau (BINUGBIS).
Photo: BINUGBIS

11 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué le début d'un dialogue inclusif entre les chefs politiques, la société civile et les communautés religieuses bissau-guinéens aujourd'hui en Guinée.

« Ce dialogue est une première étape décisive dans la mise en œuvre de la feuille de route de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour mettre fin à la crise politique, qui a été adoptée par les dirigeants politiques à Bissau le 10 septembre 2016 », a dit le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon a remercié le médiateur de la CEDEAO pour la Guinée-Bissau, Alpha Condé, Président de la République de Guinée, d'accueillir les parties et de mener l'effort régional pour mettre en œuvre la feuille de route rapidement.

Le chef de l'ONU « encourage toutes les parties à s'engager dans des discussions constructives pour accomplir ensemble des progrès décisifs dans les prochains jours, afin de mettre fin à l'impasse politique qui prévaut dans le pays depuis août 2015 », a dit son porte-parole.

Le Secrétaire général a demandé à son Représentant spécial et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), Modibo I. Touré, de continuer à coopérer étroitement avec toutes les parties prenantes en Guinée-Bissau. Il le fera en collaboration étroite avec la CEDEAO, l'Union africaine, et les partenaires clés, y compris la Communauté des pays de langue portugaise et l'Union européenne, dans leurs efforts en faveur de la stabilité politique en Guinée-Bissau.

Haïti : 100.000 enfants ne vont pas retourner en classe à cause des dégâts causés par le cyclone, selon l'UNICEF



A Les Cayes, en Haïti, des centaines de personnes ont perdu leur maison et ont trouvé refuge dans un établissement scolaire. Photo UNICEF/Roger LeMoynes

11 octobre - Une semaine après le passage de l'ouragan Matthew en Haïti et alors que les écoles rouvrent leurs portes à travers le pays, plus de 100.000 enfants ne pourront pas reprendre la classe car leur école a été endommagée ou convertie en abri provisoire, a prévenu mardi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

« Au moins 100.000 enfants aujourd'hui ne connaîtront pas la joie, la sécurité et la stimulation que d'être dans une salle de classe peut apporter », a déclaré le Représentant adjoint de l'UNICEF en Haïti, Jean Metenier.

« Nous devons leur permettre de reprendre l'école le plus tôt possible. L'ouragan Matthew a détruit leurs écoles, leurs foyers et leurs manuels scolaires. Il ne faut pas non plus leur enlever leur sentiment d'espoir », a-t-il ajouté.

Selon les premières estimations nationales, au moins 300 écoles publiques ont été partiellement ou entièrement détruites dans le pays et beaucoup d'autres sont utilisées pour abriter les familles déplacées. Les écoles des départements du Sud et de la Grand'Anse resteront fermées pendant au moins une semaine supplémentaire.

L'UNICEF a indiqué qu'il travaillait avec ses partenaires pour aider à mettre en place des espaces provisoires d'apprentissage et offrir des fournitures scolaires.

Selon l'agence onusienne, les priorités sont les suivantes : rénover les écoles endommagées ; fournir aux élèves et aux enseignants des fournitures scolaires, du mobilier scolaire et le matériel pédagogique adéquat ; et fournir aux enfants un soutien psychosocial.

A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée mardi à la situation en Haïti, la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Sandra Honoré, a souligné que le gouvernement estimait à plus de 2,1 millions le nombre de personnes affectées par le cyclone, dont 1,4 million ayant besoin d'une assistance humanitaire urgente.

Les Nations Unies, en coordination avec le gouvernement haïtien et d'autres partenaires, ont lancé lundi à Genève un appel de fonds humanitaire de 119,8 millions de dollars pour être en mesure de venir en aide aux Haïtiens affectés.

« L'ouragan Matthew a touché l'ensemble du sud du pays, avec les départements de Grand'Anse, de Nippes, du Sud et du Sud-Est, ayant enregistré les plus importantes destructions », a dit Mme Honoré dans un exposé devant les membres du Conseil de sécurité. « Bien que l'étendue des dommages physiques soit toujours en cours d'évaluation par le gouvernement à mesure que l'accès aux zones touchées s'étend progressivement, il ne peut y avoir aucun doute : il s'agit d'une tragédie humanitaire et d'une situation d'urgence aiguë ».

La Représentante spéciale a noté que les destructions causées par le cyclone ont rendu impossible l'organisation des élections prévues le 9 octobre. Ces élections ont été reportées par le Conseil électoral provisoire.

« Des rapports préliminaires du Conseil indiquent qu'au moins 70% des bureaux de vote auraient été affectés dans le département du Sud, et encore plus à Grand'Anse, où de nombreuses zones sont encore inaccessibles », a dit Mme Honoré.

« Alors que le Conseil électoral provisoire s'apprête à annoncer un nouveau calendrier électoral, il est important de trouver le bon équilibre visant à maintenir l'élan généré pour les élections et à prendre en compte les considérations techniques et politiques, tout en faisant face à la plus grande crise humanitaire qu'Haïti ait connue depuis 2010 », a-t-elle ajouté.

Investir dans les filles est une bonne chose pour le développement durable, selon l'ONU



Une fillette prépare le repas de la famille dans un camp pour déplacés à Mogadiscio, en Somalie. Photo UNICEF/Kate Holt

11 octobre - A l'occasion de la Journée internationale de la fille qui est célébrée chaque année le 11 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a déclaré qu'investir dans les 1,1 milliard de filles que compte la planète est une bonne chose pour le développement durable.

« Investir dans les filles est à la fois la bonne chose à faire et une idée intelligente. Cet investissement a un puissant effet d'entraînement dans tous les domaines du développement et ses bienfaits se répercuteront jusqu'aux générations futures », a dit M. Ban dans un message.

Le thème de la Journée s'inspire cette année des 17 Objectifs de développement durable (ODD). Le slogan choisi pour 2016 est « Progrès pour les filles égale progrès pour les Objectifs : ce qui compte pour les filles ».

Selon le chef de l'ONU, « le bien-être, les droits fondamentaux et l'autonomisation du 1,1 milliard de filles que compte notre planète sont des éléments essentiels pour mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

« Lorsque nous avons adopté ce programme, nous avons promis aux filles une éducation et des soins de santé de qualité. Nous nous sommes engagés à mettre fin à la discrimination et à la violence contre les filles et à lutter contre des pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants. Nous avons promis de n'oublier personne au bord de la route », a-t-il ajouté. « Que ce soit dans les villages, les bidonvilles ou les camps de réfugiés, ce sont trop souvent les filles qui sont laissées au bord de la route, sans alimentation digne de ce nom, sans soins de santé, sans véritable éducation et sans protection contre les violences sexuelles ».

Le chef de l'ONU a estimé nécessaire de collecter les données pour savoir si les promesses sont tenues. « Nous avons impérativement besoin de disposer en temps voulu des données de qualité qui nous permettront de savoir où nous obtenons des résultats et où nous sommes à la traîne », a-t-il souligné.

« Nous devons nous assurer que nos initiatives profitent à toutes les filles : les filles en situation de grande pauvreté, les filles vivant dans zones rurales isolées, les filles handicapées, les filles issues des communautés autochtones, les filles réfugiées ou déplacées dans leur propre pays », a-t-il ajouté.

De son côté, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a estimé que les progrès accomplis aujourd'hui dans le monde pour mettre un terme au mariage précoce sont insuffisants.

Chaque année, 15 millions de filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Dans les pays en développement, une fille sur neuf est mariée avant l'âge de 15 ans.

« Bien qu'une hausse progressive de l'âge médian du premier mariage s'observe dans de nombreux pays, elle ne concerne pratiquement que les enfants issus des familles les plus aisées. Le mariage précoce est rarement un choix. Il est le résultat d'un cycle de transmission de la pauvreté, de l'exclusion, de la discrimination et de la violence d'une génération à l'autre », a dit Mme Bokova dans une déclaration à la presse.

« Lorsqu'une fille est soumise à un mariage précoce, ce n'est pas seulement son



avenir qui est menacé, mais le bien-être de communautés entières. Les filles mariées avant l'âge de 18 ans quittent souvent l'éducation formelle, privant les sociétés de leur précieux potentiel et de leur créativité. Elles sont aussi plus souvent exposées aux violences conjugales ainsi qu'aux grossesses précoces et à la mortalité maternelle », a-t-elle ajouté.

Selon la chef de l'UNESCO, chaque année supplémentaire passée à l'école permet aux filles de s'éloigner de la pauvreté, d'accéder à des réseaux sociaux et les rend plus ambitieuses quant à leurs choix de vie.

« Mais scolariser les filles ne suffit pas. Nous devons les aider à rester scolarisées et à poursuivre des études secondaires. C'est le meilleur moyen de renforcer les communautés et de fonder des sociétés inclusives et résilientes. Si nous agissons ensemble, cette journée peut amorcer le déclin de pratiques néfastes comme le mariage des enfants. Il s'agit là d'un enjeu de développement et d'un impératif des droits de l'homme », a conclu Mme Bokova.